

La LCR : un programme très au vert

vendredi 9 février 2007, par [GROUET Laurent](#) (Date de rédaction antérieure : 8 février 2007).

Face aux candidatures écologistes qui défendent l'idée d'un prétendu « capitalisme vert », la LCR explique que seule une rupture avec la mondialisation libérale permettra de mettre un terme à la destruction de notre planète.

Sommaire

- [Refuser l'EPR et sortir \(...\)](#)
- [Interdire les OGM et changer](#)
- [Agir contre l'effet de serre](#)
- [Sortir du nucléaire en dix](#)

L'émergence du thème de l'écologie, repris par des candidats de tout bord (Lepage, Voynet) est un signe que la préoccupation environnementale est maintenant très présente à une échelle de masse. L'inconséquence des mesures proposées est, hélas, à l'image de l'inaction passée de ces mêmes candidats, souvent ex-ministres de droite ou de gauche. La raison de cette impuissance est que toute mesure écologique conséquente se heurte aux intérêts à court terme des multinationales pétrolières, semencières, nucléaires, etc. Pourtant, l'aggravation de la crise environnementale impose des mesures d'urgence dans les domaines agricole et énergétique, ainsi que dans celui des transports.

En réalité, cette faiblesse revendicative est délibérée : elle permettra de négocier plus facilement un ralliement (ou « une participation ») à un gouvernement poursuivant la politique de destruction et de pillage de la nature. À titre d'exemple, la candidate des Verts, Dominique Voynet, qui vient récemment de déclarer qu'elle ne « *[demandait] pas formellement aux socialistes de s'engager sur la sortie du nucléaire* », ne cherche même pas à imposer l'abandon clair et net de l'EPR au PS, en se montrant très discrète sur le sujet. Dans ce contexte, très hypocrite, où l'écologie ne sert qu'à constituer un capital électoral permettant de négocier des places dans les futures coalitions gouvernementales, la LCR porte des revendications écologiques radicales, qui heurtent de front la mondialisation capita-liste. Trois axes revendicatifs nous semblent devoir être défendus de façon prioritaire.

Refuser l'EPR et sortir du nucléaire

Le refus de l'EPR doit être un axe central de la campagne, avec une mobilisation très importante, qui culminera le 17 mars lors de manifestations décentralisées à Rennes, Lille, Strasbourg, Toulouse et Lyon. Les raisons du refus de l'EPR sont nombreuses. En premier lieu, ce nouveau réacteur est inutile puisqu'il ne répond pas à un véritable besoin, la France étant déjà en surproduction électrique (13 % d'exportation en 2004). Il vise avant tout à satisfaire les actionnaires d'Areva, qui vient de perdre le colossal marché de construction de quatre réacteurs en Chine. Sur le plan de la sécurité, le réacteur EPR ne représente aucune amélioration notable. Un document classé « confidentiel défense » a notamment montré qu'il ne pouvait résister à un crash d'avion de ligne.

Quant à la production de déchets, si l'EPR en produit un peu moins, le problème demeure. Rappelons qu'aucune solution n'existe pour leur traitement et que le projet d'enfouissement à Bure, amorcée par la gauche plurielle - Voynet en a signé le décret d'exploitation - est criminel. La question des déchets, à elle seule, devrait justifier l'arrêt de cette industrie mortifère.

D'un point de vue financier, l'EPR est un gouffre : au moins 3,3 milliards d'euros (somme qui ne prend pas en compte la gestion future des déchets, ni le coût faramineux du démantèlement), pour à peine 300 emplois pérennes créés, alors qu'une étude récente, commandée par le réseau Sortir du nucléaire, montre qu'avec un tel investissement, il est possible de rendre le même service en électricité tout en créant plus de 10 000 emplois. Le refus de l'EPR doit être un premier pas, dans le but d'engager le débat sur la sortie du nucléaire que nous estimons possible en une dizaine d'années, grâce à la sobriété, à l'efficacité énergétique et au développement massif des énergies renouvelables.

Interdire les OGM et changer d'agriculture

Les institutions européennes se sont avérées d'indéfectibles alliées des multinationales semencières et des grands propriétaires terriens. Depuis la levée du moratoire, en vigueur depuis six ans, la Commission a imposé aux États membres de lever leurs embargos nationaux sur certains produits OGM. Ainsi, depuis septembre 2004, la Commission a permis de commercialiser 31 variétés de maïs transgénique. À chaque fois, la Commission a informé les États membres et le public que les aliments ou cultures OGM étaient « *absolument sans danger* » ! La législation européenne actuelle est particulièrement sournoise : la règle de l'étiquetage (tous les produits contenant plus de 0,9 % d'OGM doivent être étiquetés, qu'ils soient pour la consommation humaine ou animale) ne s'applique pas à la viande que vous achetez ; l'animal peut n'avoir consommé que des OGM, vous n'en saurez absolument rien, la seule garantie portant sur les viandes issues de l'agriculture biologique. Les semenciers ont ainsi pu, avec la complicité de la Commission européenne, contourner le blocus des consommateurs, en leur faisant croire qu'ils avaient le choix, alors que le principal débouché des OGM est dans l'alimentation animale.

Cette situation intolérable conduit de nombreux militants à faucher les cultures d'OGM responsables de pollution génétique (par propagation des pollens) dans un contexte de répression croissante : deux mois de prison ferme pour Jean-Émile Sanchez, deux mois avec sursis pour les autres inculpés et 1 000 euros d'amende par personne (juin dernier à Orléans). Début novembre, des faucheurs, dont José Bové, se font tirer dessus ! Nous devons dénoncer cette répression dont sont victimes les faucheurs, alors que les pollueurs peuvent polluer tranquillement.

Au-delà de la revendication de l'interdiction des OGM en plein champ comme dans l'alimentation humaine et animale, il est urgent d'exiger un autre modèle d'agriculture. Le plus grand plan social de l'après-guerre est celui qui a concerné la paysannerie. Or le système actuel des subventions est particulièrement injuste et inefficace : les subventions, proportionnelles au volume de denrées produites, enrichissent inutilement de grands propriétaires qui n'en ont pas besoin, tandis qu'elles sont insuffisantes à la survie des petits paysans : ceux-ci n'ont souvent pas d'autre choix que d'emprunter pour s'agrandir et augmenter les rendements par l'usage d'engrais chimiques et de pesticides. Le système de subventions doit être complètement revu, afin de sauver les derniers paysans. Mais pour repeupler nos campagnes et assurer un approvisionnement pour tous en produits de qualité, il faudra exproprier les grands propriétaires terriens et favoriser l'installation de grandes coopératives agrobiologiques.

Agir contre l'effet de serre

La question climatique est maintenant fortement présente dans la conscience collective. Depuis plus de 150 ans, les sociétés occidentales se développent par un recours massif aux énergies dites fossiles, charbon, pétrole, gaz naturel. Ces énergies rejettent du CO₂, principal gaz à effet de serre (GES) et des particules fines pénétrant au fond des poumons. Résultat : depuis le début de l'ère industrielle, le taux de gaz carbonique a presque doublé à la surface du globe. Cette suraccumulation de gaz à effet de serre est essentiellement due aux pays dominants : 85 % du CO₂ a été émis par eux. C'est le premier terme de ce qu'on appelle la « dette écologique », qu'il convient de réparer en transférant gratuitement toutes les technologies propres qui permettront aux pays pauvres de se développer sans détruire leur environnement. Car les pays dominés, dits « du Sud », en subissent le plus violemment les conséquences : modifications du régime des pluies, montée du niveau de la mer, tornades et tempêtes de plus en plus fréquentes... Les pauvres des pays riches sont également les premiers concernés, comme on l'a vu lors de la dernière tempête qui s'est abattue sur la Nouvelle-Orléans, lorsque les riches blancs n'ont eu aucun mal à quitter les lieux en voiture, tandis que les pauvres, noirs pour l'essentiel, se sont retrouvés coincés dans la ville inondée.

Nous rejoignons le mouvement écologiste dans des revendications comme la réduction de la vitesse et de la puissance des automobiles, ou encore dans le combat contre les illusions scientistes de carburants propres, etc. Cependant, il s'avère que ces mesures sont totalement insuffisantes pour arriver à la division par quatre des émissions de GES, objectif auquel la France a officiellement souscrit. Pour parvenir à cet objectif, nous disons qu'il faut aller beaucoup plus loin en mettant un coup d'arrêt au trafic routier, principale cause de l'augmentation des GES. Or le camion est un outil essentiel de l'économie compétitive libérale (stocks zéro, flux tendu, mise en concurrence permanente des sous-traitants à travers toute l'Europe), tandis que la voiture est essentielle à la mobilité des salariés, toujours pour le grand profit des patrons. Dans ce domaine comme dans d'autres, les véritables réformes impliquent une rupture avec le système capitaliste : contrôle et réduction drastique des flux de marchandises (avec notamment l'interdiction du trafic de transit), réduction de la distance domicile travail par la planification de la production et des logements, développement et gratuité des transports publics, des voies cyclables protégées, relance du feroutage et du cabotage maritime.

Dans la plupart des cas, les plus défavorisés socialement sont et seront ceux qui subiront le plus violemment la dégradation de l'environnement. Ainsi, les OGM seront destinés à l'alimentation à bas prix, alors que le bio sera réservé à ceux qui en auront les moyens. Dans le même temps, les régions les plus pauvres du globe sont souvent également défavorisées climatiquement ; ce sont elles qui subiront avec le plus de violence les dégradations climatiques. Ainsi, pour reprendre une terminologie à la mode, on peut dire que la fracture écologique recouvre la fracture sociale, et ce à l'échelle nationale comme internationale...

Alors, au-delà de la stérile opposition croissance/décroissance, la crise environnementale nous enjoint d'inventer de toute urgence un autre modèle de société et une réorganisation d'ensemble des modes de production, de distribution et de consommation, fondés sur deux critères que le capitalisme est incapable de concilier : les besoins réels de la population et la sauvegarde de l'environnement.

Sortir du nucléaire en dix ans, c'est possible !

Dans le cadre de leur politique d'accord systématique avec le PS, les Verts n'abordent plus frontalement la question de la sortie du nucléaire. Ou alors dans des délais totalement irréalistes : 30 ans voire plus, ce qui nous place à la merci d'une relance lors d'une alternance, comme on le voit en Allemagne où la CDU parle de plus en plus de la relance du nucléaire. Or, une sortie dans des délais plus courts est tout à fait possible. En conjuguant une politique très volontariste de lancement des énergies éolienne, solaire, micro-hydraulique, hydrolienne, et d'économies d'énergie (isolation de l'habitat, systématisation des ampoules basse consommation et passage de tout l'électroménager en classe A, etc.), une sortie du nucléaire est techniquement possible en dix ans, en adoptant un rythme d'implantation de l'éolien équivalent à celui de l'Allemagne pour l'éolien terrestre et maritime, en systématisant le solaire et le micro-éolien sur tout le bâti neuf et dans l'industrie. D'après nos estimations, elle permettrait de créer plus 700 000 emplois. Seul un service public de l'électricité est à même de coordonner une telle révolution énergétique, à financer, par exemple, par la taxation des colossaux profits de l'industrie pétrolière (pour plus d'informations, lire notre récente brochure « Pour un service public de l'électricité sans nucléaire »).

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2192 du 8 février 2007.